



Grèce, Europe : le traitement de choc pour liquider les acquis sociaux

Connaissiez-vous les "PIG"? Il s'agit d'un terme employé dans les coulisses de la finance pour évoquer le "problème" Portugal-Irlande-Grèce. Dans ce milieu, on se "lâche" entre initiés avec une rare arrogance de classe, une arrogance soigneusement cachée dans les communiqués et les discours publics. Ce petit monde parie sur une « victoire de l'Europe » qui impliquerait la suppression de *tous* les services publics et l'ouverture à la concurrence de ce qu'il reste d'activités encore sous le contrôle public et représente de juteuses perspectives de profits. Pendant ce temps, les populations appauvries devront rembourser un endettement faramineux qui n'est pas de leur fait. Les financiers se frottent les mains car, après la Grèce, le Portugal et l'Irlande - c'est-à-dire une fois gagnée cette bataille - c'est dans toute l'Europe que Bruxelles et les États de l'Europe pourront programmer la disparition définitive de ce qu'ils avaient dû concéder après-guerre dans un rapport de force favorable aux forces révolutionnaires et à l'existence de l'URSS, et que l'on appelle « l'Etat-Providence ». Ceci n'empêche nullement un certain nombre de commentateurs "bien informés", comme récemment M. J-M Apathie, d'estimer dans une récente émission que les manifestations d'Athènes traduisaient un malentendu. L'Europe chercherait seulement à "aider" les Grecs et personne ne veut leur imposer quoi que ce soit.

Le même jour et dans une autre émission, des journalistes plus consciencieux trouvaient des témoignages éloquentes (un fonctionnaire de l'ONU, le président de la COB, Commission de contrôle des opérations de Bourse) pour dénoncer la prochaine bulle financière en préparation. En raison de la spéculation sur les produits alimentaires de base, les cours ont augmenté de 30 à 75%, enrichissant d'énormes conglomerats financiers et programmant le retour des famines dans le monde. Heureusement, l'ONU s'en alarme et un "sommet de G20" va en parler. Dormez sur vos deux oreilles, braves gens, vos dirigeants veillent...

Ainsi, en très peu d'années, les fameux "capitaux flottants" de la finance mondialisée ont réussi un superbe hold-up en faisant renflouer les Banques par les États, après une crise des "subprimes" qu'ils avaient créée. Ils ont ensuite pris les États qui les avaient sauvés en otages (et certains à la gorge) grâce au mécanisme de la dette que le "consensus de Washington" avait peaufiné dans les années 90, en Afrique et en Amérique latine. Voilà maintenant l'heure de vérité. Le capital prédateur ne veut plus de système de protection sociale, il a besoin d'instabilité, de misères voire de famines.

Toutes les mesures que le FMI, la banque centrale européenne et l'Europe imposent en Grèce avec la complicité active des forces politiques de la droite et de la social-démocratie européenne sont destinées à créer les conditions d'un affrontement avec les travailleurs et leurs organisations de lutte. De cette confrontation, dont ils pensent sortir vainqueurs, le capital et ses valets politiques entendent tirer un

avantage décisif pour appliquer leur loi d'airain et entamer une diminution sans précédent du prix de la force de travail en Europe, comme de se prémunir de toute velléité de révolte voire de révolution en restreignant les libertés publiques. Pourtant face aux attaques que subissent les peuples, l'esprit de combat n'est pas anéanti. La lutte de classe se développe comme en témoignent les manifestations massives de plus en plus fréquentes qui se déroulent en Europe. Hier et avant-hier en Grèce contre le nouveau plan d'austérité, hier encore en Angleterre où des dizaines de milliers de salariés sont descendus dans la rue pour protester contre l'allongement de l'âge de départ en retraite, au Portugal, en Irlande, en Espagne, en Italie où le gouvernement entend faire 45 Milliards d'économies sur le dos des salariés. La nouvelle Europe n'est pas à l'écart de ces mouvements avec des manifestations puissantes en Pologne, en Roumanie en Hongrie.

Dans cette situation, le choix est simple : accompagner la politique du capital ou la combattre en créant les conditions de la convergence de ces luttes anticapitalistes et en leur donnant un sens politique. C'est ce à quoi est engagé notre parti « Communistes ».

www.sitecommunistes.org